



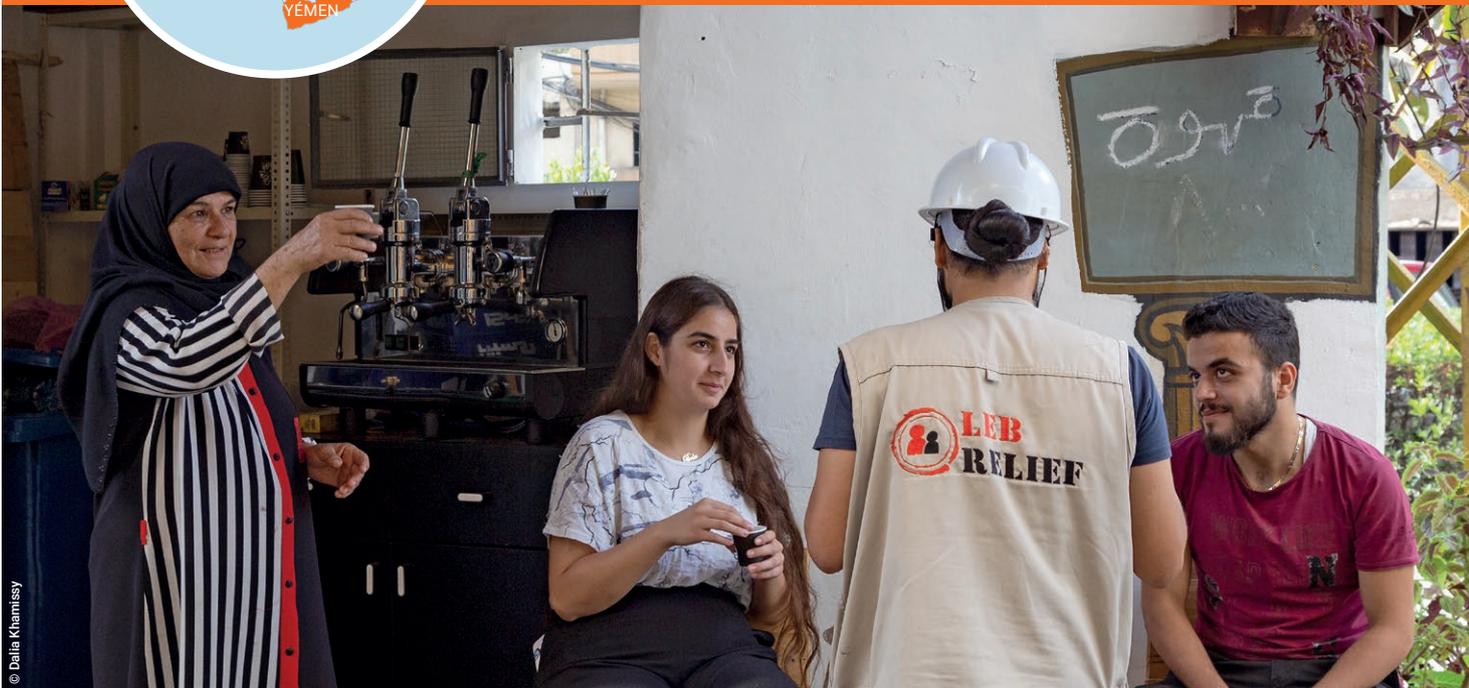
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

EXPERTISE
FRANCE
GROUPE AFD



Expertise France au Proche et Moyen-Orient



© Dalila Khamisy

6

Pays couverts :
(Irak, Jordanie, Liban, Syrie, Territoires
palestiniens, Yémen)

24

projets mis
en oeuvre

86 M€

Volume
d'activité

Au Proche et au Moyen-Orient, l'action multisectorielle d'Expertise France contribue à renforcer la résilience des territoires, en accompagnant les institutions publiques et de soutien au développement du secteur privé, en appuyant la fourniture de services essentiels à la population notamment en Syrie et au Yémen, et en faisant de la stabilité et de la cohésion sociale face aux crises et catastrophes naturelles un enjeu majeur.

Dans l'ensemble de ces espaces en tension, la participation et la contribution des femmes à la vie publique et aux économies nationales s'inscrit en complémentarité de l'action humanitaire, de stabilisation et de développement portée par l'ensemble des acteurs français.

Des savoir-faire en commun

Une région fragile soumise aux crises et aux catastrophes

Au Proche et au Moyen-Orient, Expertise France contribue à identifier et à enclencher des projets de développement durable afin de réduire les fragilités qui compromettent l'avenir des générations futures.

Dans les pays du Moyen-Orient, traversés par de multiples conflits et une forte instabilité, Expertise France accompagne les autorités étatiques et les acteurs non étatiques, vers une stabilité accrue et une trajectoire de développement. Au Liban, dans les Territoires Palestiniens, et en Irak, de nombreux défis subsistent touchant autant la gestion des finances publiques, la gouvernance des infrastructures stratégiques, que la lutte contre la corruption.

Les pays du Moyen-Orient font face à une multitude de défis et de besoins, tant sur le plan politique, économique, social qu'environnemental.

La région est traversée par de multiples crises, économique, climatique, sécuritaire qui ont pour conséquences des déplacements de populations, des dommages aux infrastructures essentielles telles que les écoles et les hôpitaux, ainsi qu'une instabilité généralisée qui entrave le développement social et politique de la région.

Un contexte régional en mutation simultanée sur plusieurs fronts : économique, politique, social, environnemental et sécuritaire.

- Une forte aspiration, notamment chez les jeunes, à créer un modèle de développement économique et un contrat social plus équitables et durables, ainsi qu'à réduire les inégalités.

- Une pression croissante sur le plan environnemental et climatique : une région exposée aux impacts du changement climatique, et des vulnérabilités qui s'aggravent, en particulier en ce qui concerne le stress hydrique qui se généralise dans toute la région, ce qui peut avoir des conséquences graves sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et les moyens de subsistance des populations locales.

- Une diversité de formes et de causes dans les déplacements : légaux (travail, retraite, expatriation, etc.), illégaux (immigration clandestine, traite des êtres humains, fuite des cerveaux), temporaires (étudiants, touristes, etc.) et permanents (familles, diasporas, etc.).

- La nécessité de poursuivre, développer et réinventer des partenariats ouverts et innovants avec les sociétés civiles, la jeunesse, les collectivités locales et le secteur privé.

Notre impact en 2023

63

structures ont été soutenues dans la fourniture de services de protection sociale

1475

personnes dont la formation ou l'insertion professionnelle a été soutenue

274

personnels de structures bénéficiant d'un renforcement de compétences sur la sécurité, stabilité et/ou gestion des crises

1552

personnels de structures formés sur la mobilisation de ressources intérieures

98

entreprises soutenues

7575

personnes formées ou sensibilisées sur des sujets liés au genre et/ou à l'égalité femmes-hommes

Notre métier



Nos outils



Conseil méthodologique et technique : diagnostics, recommandations, plans d'action...



Renforcement des capacités : formations, coaching, accompagnement du changement...



Mise en réseaux : échanges entre pairs, visites d'études, ateliers de concertation...



Fourniture de biens, services et travaux : rédaction de cahiers des charges, passation de marchés, coordination de travaux...

Nombre de personnels

101

Chiffre d'affaires 2023

18,2 millions d'euros

Nombre de projets en cours

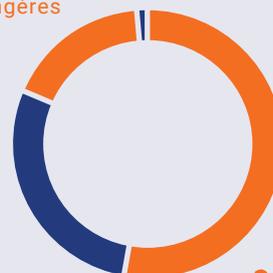
24

Volume d'activité pluriannuel

86 millions d'euros

15,2 M€
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

1,4 M€
Autres



25,3 M€
Union européenne

44 M€
AFD

Les axes d'intervention d'Expertise France

Axe 1

AMÉLIORER LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE ET ACCOMPAGNER LES RÉFORMES

En renforçant la transparence, la responsabilité et l'efficacité des institutions gouvernementales, cette approche cherche à créer un environnement propice à l'investissement, à la croissance économique et à la création d'emplois. Les réformes envisagées visent à :

- Renforcer les institutions en promouvant une gouvernance transparente et inclusive, la lutte contre la corruption, la promotion de la concurrence sur les marchés pour contribuer à la prospérité économique et au renforcement du lien de confiance entre l'état et les citoyens;
- Accroître la mobilisation des ressources intérieures;
- Soutenir la mise en place de politiques budgétaires responsables, et sensibles au genre;
- Améliorer les capacités des administrations publiques, en investissant dans la formation du personnel et en adoptant des pratiques de gestion des finances publiques efficaces.



Axe 2

CONTRIBUER À LA CONSOLIDATION D'UN CONTRAT SOCIAL, VÉHICULE DE STABILITÉ ET DE RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

- Accompagner la modernisation de l'État : Promouvoir des institutions démocratiques, ouvertes et transparentes, favoriser la transition vers un e-gouvernement ;
- Soutenir des modèles de protection sociale inclusifs et vecteurs de cohésion sociale;
- Accompagner les acteurs non étatiques à délivrer des services de qualité aux populations;
- Promouvoir une offre de santé de qualité, diversifiée et accessible aux plus vulnérables;
- Contribuer à la réduction des inégalités de genre;
- Soutenir une éducation de qualité et l'enseignement francophone dans la région.





Axe 3

PROMOUVOIR LES INNOVATIONS ÉCONOMIQUES, SOCIALES, CULTURELLES ET LE DÉVELOPPEMENT DE FILIÈRES CRÉATRICES D'OPPORTUNITÉS ET D'HORIZONS NOUVEAUX

- Promouvoir le développement d'un écosystème d'innovations partagées y compris numériques;
- Soutenir l'entrepreneuriat, levier majeur d'insertion et moteur du développement économique, notamment des femmes et des jeunes;
- Soutenir le développement de filières de production agricoles, culturelles, artisanales pour renforcer la compétitivité régionale et mettre en valeur les avantages comparatifs de chaque pays;
- Enfin, en favorisant une croissance économique inclusive, l'appui au secteur privé, filières, économie durable et inclusive vise à réduire les inégalités sociales et à garantir que les avantages économiques profitent à tous les segments de la société, y compris les populations marginalisées.



Axe 4

RENFORCER LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET OPÉRATIONNELLES DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES RISQUES ET DES CRISES

- Accompagner les pays de la région dans leur stratégie d'adaptation au changement climatique;
- Renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles pour la sécurité, la gestion des risques et des crises face aux catastrophes naturelles ou d'origine humaine, en mettant en place des stratégies de gestion des risques;
- Favoriser la coordination et la coopération entre les différents acteurs au niveau national, régional et international afin de garantir une réponse efficace et coordonnée face aux crises;
- Investir dans le renforcement de ces capacités pour accroître la résilience des sociétés et des territoires, protéger les populations, et assurer ainsi un avenir plus sûr et stable pour tous.

Améliorer la gouvernance économique et financière et accompagner les réformes

PALESTINE

PROJET D'APPUI À L'INSTITUT DE FINANCES PUBLIQUES (PFI) – PHASE 2

AFD, 1,4 M€

Ce projet a pour objectifs de soutenir les réformes de la Gestion des Finances Publiques et les changements institutionnels associés et de garantir les compétences et les capacités des acteurs de la gouvernance des finances publiques grâce à des formations professionnelles et des programmes d'études universitaires.

DIRECTION PAYS (DÈS 2025)

LIBAN ET JORDANIE

BUREAUX PROJETS

AMMAN / JORDANIE

MULTI ZONES

FACILITÉ GLOBALE DE L'UE POUR LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME (CFT-AML)

UE, 20,1 M€

En soutien à la lutte régionale contre la menace terroriste, ce projet vise à couper le financement d'individus ou d'organisations terroristes et d'introduire des mesures renforcées de lutte contre le crime organisé par le soutien à une plus grande conformité des États partenaires avec les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) et les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

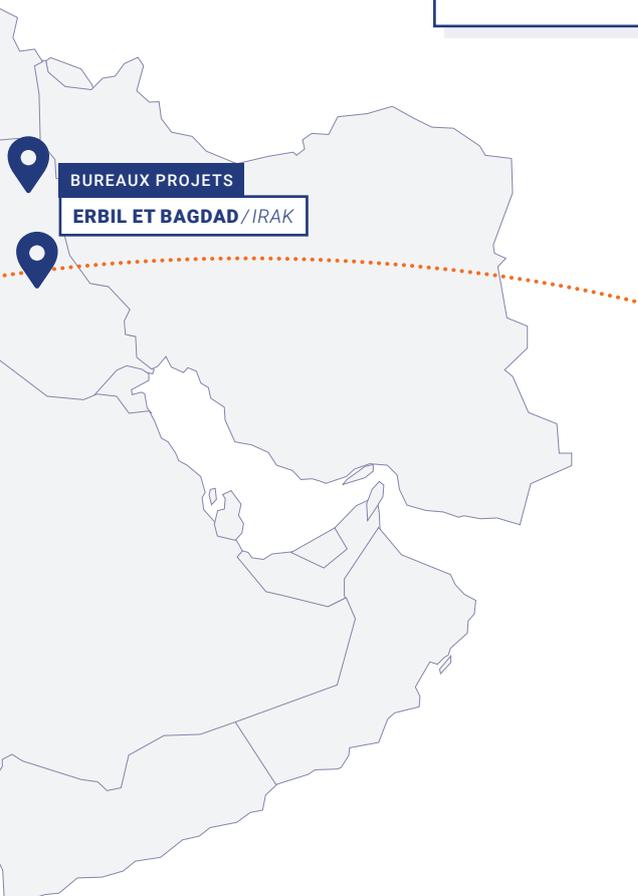
LIBAN

PROJET D'APPUI A LA REFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE LIBANAISE

UE, 12 M€

Ce projet de quatre ans, financé par l'UE, est aligné sur la stratégie nationale de lutte contre la corruption (2020-2025), les opportunités de réforme identifiées par l'accord de principe du FMI et les principes d'une administration publique moderne.

Expertise France accompagne les organes de contrôle dans leur rôle mandat pour lutter contre la corruption. L'appui à la réforme des marchés publics est également au cœur du projet, qui vise également à préserver l'intégrité de l'administration publique, notamment dans le domaine de la gestion des ressources humaines publiques.



BUREAUX PROJETS

ERBIL ET BAGDAD / IRAK

JORDANIE

FAPS - APPUI À LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DES VILLES ET VILLAGES (CVDB)

AFD, 0,5 M€

Ce projet vise à accompagner la CVDB dans la mise en œuvre de sa politique d'investissement et de diversification des financements et dans la proposition d'une offre de services à destination des municipalités, dans la lignée de la nouvelle loi encadrant son action en réponse aux effets économiques et financiers liés à la pandémie de COVID-19.

Contribuer à la consolidation d'un contrat social, véhicule de stabilité et de réduction des inégalités (Axe 2)

Promouvoir les innovations économiques, sociales, culturelles et le développement de filières créatrices d'opportunités et d'horizons nouveaux (Axe 3)

LIBAN

SHABAKE 2

AFD, 10 M€ et CDCS, 3 M€

Shabake 2 vise à améliorer la résilience de la société civile libanaise, en appuyant son rôle dans la prévention et la gestion des crises à travers le renforcement des capacités d'ONG libanaises.

JORDANIE

GENDER EQUALITY AND SOCIAL COHESION (GESC)

AFD, 10 M€

Ce projet vise à accompagner le ministère du Développement social jordanien, tant au niveau central que local, dans le pilotage et la mise en œuvre de services destinés aux populations vulnérables jordaniennes ou réfugiées syriennes. Il contribue à la transformation des Centres Locaux de Développement Communautaire des gouvernorats de Karak et de Jerash, ainsi que des territoires les plus défavorisés d'Amman, en guichets uniques, afin de faciliter l'accès à des services intégrés et inclusifs.

SOUTIEN AUX RÉFORMES DÉMOCRATIQUES EN JORDANIE

UE, 6,4 M€

Dans le cadre de l'agenda de modernisation de l'État décidé par la Cour royale, ce projet vise à soutenir les efforts de réforme politique de la Jordanie en vue de promouvoir un processus démocratique plus participatif, inclusif et responsable. Plus particulièrement, le projet encourage la participation politique des jeunes et renforce le rôle des institutions démocratiques.

YEMEN

FISH2DEV

MEAE, 1 M€

Le projet Fish2Dev a pour objectif de renforcer la résilience du secteur de la pêche à Al-Mukalla afin de contribuer à préserver les moyens de subsistance des pêcheurs artisanaux et des communautés locales, améliorer la sécurité alimentaire et faciliter les perspectives d'un relèvement post-crise.



SYRIE

HERNES 4

MEAE, 5 M€

La 4^e phase du projet HERNES, financé par le CDCS, vise à poursuivre la réponse aux besoins de la population en termes de santé maternelle et reproductive, d'harmonisation des protocoles et d'amélioration des pratiques de soin et d'accès aux soins dans le Nord-Est de la Syrie dans le contexte de conflit en redéployant notamment des services de base et en contribuant à la résilience des populations, en palliant les déserts médicaux et en formant des gynécologues, obstétriciens, sages-femmes et infirmiers.

SYRIE

SABIR 4

MEAE, 5 M€

La 4^e phase du projet SABIR, également financé par le CDCS, continue et étend le soutien à 19 OSC syriennes pour mettre en œuvre des projets de soutien aux populations dans le cadre d'une approche territoriale intégrée ; le projet se concentre sur des clusters de communautés dans les gouvernorats de Raqqa, Deir-ez-Zor et Hassakeh en finançant des rehabilitations d'infrastructures de base (électricité, eau), du soutien aux activités génératrices de revenus – notamment agricoles – à l'adaptation aux changements climatique et à la cohésion sociale.

IRAK

MRCC - RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ

AFD, 10 M

Ce projet a pour objectif de réhabiliter et mettre en service le Medical Research and Care Center - MRCC de l'Université de Mossoul (UoM) et prévoit la réhabilitation et l'équipement médical et non médical du centre ainsi qu'un appui perlé en matière de gouvernance hospitalière et de recherche par la mise en place d'un jumelage avec les CHU français.

IRAK

RÉHABILITATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE ET RELIGIEUX DE LA VILLE D'AMEDI

Fondation ALIPH, 1,4 M€

Le projet vise à restaurer et valoriser le patrimoine historique et religieux d'Amedi et à accompagner les autorités locales dans sa préservation et son intégration à la stratégie de développement économique de la ville, en partenariat avec l'Institut Français du Proche-Orient, la Direction des Antiquités de la province de Dohuk et la ville d'Amedi.

IRAQI WOMEN ECONOMIC EMPOWERMENT

AFD, 10 M€

Expertise France soutient la création et le développement d'entreprises gérées par des femmes entrepreneures en leur offrant une formation et un accès au financement par l'intermédiaire d'organisations locales, et contribue au débat sur le rôle des femmes dans l'économie et la société en Irak.

MULTI ZONES

Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Libye et Tunisie. (équipe projet basée en Jordanie)

GREEN FORWARD

UE, 4 M€

Ce projet vise à renforcer les principes de l'économie verte et circulaire dans les pays du sud de la Méditerranée en développant le cadre institutionnel et législatif.



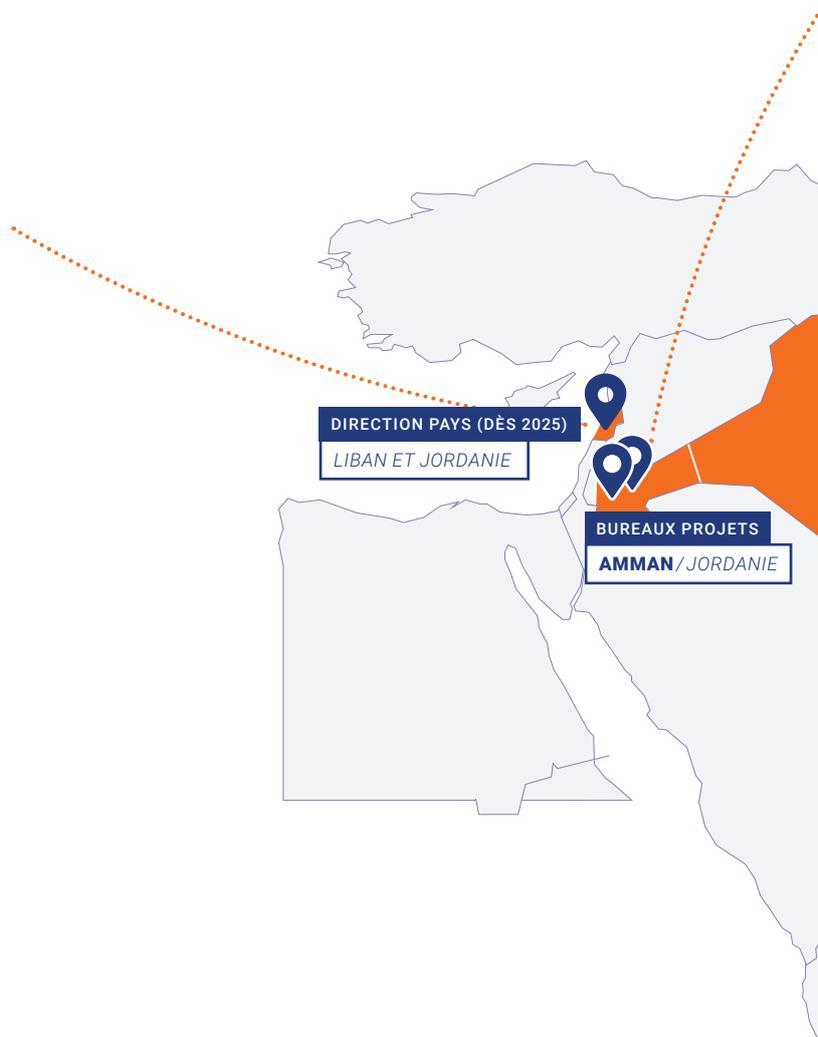
Renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles de prévention et de gestion des risques et des crises

LIBAN

SOUTIEN À LA RECONSTRUCTION PHYSIQUE ET INSTITUTIONNELLE DU PORT DE BEYROUTH

AFD, 1,2 M€

Cet appui intervient suite à l'explosion survenue au port de Beyrouth en août 2020. Il comprend une assistance technique au profit du ministère des Travaux publics et Transports et du port de Beyrouth sur divers sujets tels que la réhabilitation physique du port et la réforme de la gouvernance portuaire. Ce soutien permet également de faire avancer la mise en conformité du port avec les normes internationales en matière de sûreté et de sécurité portuaire. Dans ce cadre, le Grand Port Maritime de Marseille-Fos et HAROPA Port sont mobilisés.



JORDANIE

PROTECTION CIVILE EN JORDANIE

AFD, 600 K€

Expertise France mobilise une assistance technique pour soutenir et renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles de la défense civile jordanienne pour la prévention et la gestion des risques de catastrophe via des évaluations des risques (inondations, sécheresse, séismes, etc.), des plans de contingence, et le développement de capacités de formation propre à la Jordanian Civil defense.

SECFRON 2 - SOUTIEN À LA SÉCURISATION DES FRONTIÈRES

NL/DCSD, 1,9 M€

Soutenir la sécurité et la stabilité socio-économique de la Jordanie par une meilleure gestion de la frontière et par une montée en puissance du hub de Ruwaishid pour assurer la présence militaire des Forces armées jordaniennes dans la région.



IRAK

NUCLEAR WASTE MANAGEMENT - PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES NRBC

UE - DG INTPA, 1,7 M€

Ce projet, via une expertise technique de l'ANDRA et de l'IRSN, vise à appuyer le ministère de l'Environnement Irakien et plus spécifiquement le Radiation Protection Center (RPC) pour la diffusion d'un niveau d'efficacité conforme aux normes internationales et aux recommandations de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Toutes les formations sont réalisées dans un pays tiers comme la Tunisie, la Jordanie ou la Turquie.

DISASTER RISK MANAGEMENT FOR IRAQ

DGECHO, 1,5 M\$

Le projet vise à aider la région autonome du Kurdistan irakien à mettre en place un système opérationnel efficace de gestion des risques et des catastrophes au service de la population pour faire face notamment aux risques d'inondations et d'incendies urbains. Un appui à la défense civile du Kurdistan irakien et aux autres acteurs d'intervention rapide est prévu à travers la mise en place de plans d'urgence, un renforcement de capacités d'intervention et la fourniture d'équipements de formations.

Agence publique, Expertise France est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD).

Pour un monde en commun.



© Benjamin Petit - AFD

Juillet 2024



Certifié PEFC / Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. / pefc-france.org

EXPERTISE FRANCE

 expertisefrance.fr

 Expertise France in the Middle East